

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Rebata-Tourcoing: Trois mois. . . 11.50
Six mois. . . 22.50
Un an. . . 40.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . 15 fr.
En France et l'Étranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

COURSES DE PARES
(Service gouvernemental)

Table with 2 columns: Date and Amount. Rows include 9 Juin (69 75), 10 Juin (69 70), 11 Juin (69 70), 12 Juin (69 70), 13 Juin (69 70).

Table with 2 columns: Service and Amount. Rows include Actions Banque de France (3050 00), Société gén. détache (470 00), Crédit Foncier de France (623 00), Chemins autrichiens (460 00), Lyon (995 00), Est (396 00), Ouest (652 00), Nord (1282 00), Midi (771 00), Suez (667 00), Péruvien (04 00), Banque ottomane (ancienne) (00 0/0), Banque ottomane (nouvelle) (345 00), Londres cour (25 19 0/0), Crédit Mobilier (131 00), Turc (905 00).

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 11 juin. Change sur Londres 4.88 0/0; change sur Paris, 5.13 0/0. Valeur de l'or, 105 1/8. Café good fair, (la livre) 19 3/8. Café good Cargoes, (la livre) 20 0/0. Marché ferme. Dépêches de MM. Schlegelhaufen et Co. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Gry-monprez. Havre, 11 juin. Ventes 1.500 balles. Au plus, bonne demande, marché raidissant. Liverpool, 11 juin. Ventes 20,000 balles, Amérique, hausse 1/8, surates 1/16. New-York, 11 juin. 11 5/8. Recettes 1,000 balles. ROUBAIX 11 JUIN 1877.

La Confirmation du Septennat.

On nous a écrit de Paris, que plusieurs personnages importants du parti légitimiste, s'étaient rendus auprès de M. de Broglie, puis auprès de M. le maréchal de Mac-Mahon. On nous dit que, entre autres sujets abordés entre les honorables interlocuteurs, il a été surtout question de la prorogation éventuelle des pouvoirs du Maréchal, et que le chef de l'Etat, ainsi que son principal conseiller, ont été d'accord pour donner toutes satisfactions aux délégués du parti royaliste. L'Union a confirmé ces renseignements et nous avons, dès lors, lieu de les croire parfaitement authentiques. Ainsi, jusqu'en 1880, époque à laquelle il pourra être légalement demandé une modification partielle ou totale de la Constitution, le Maréchal conservera son pouvoir présidentiel sans arrière-pensée de se faire décerner la présidence à vie ou une nouvelle

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

INSERTIONS:

Annonces: la ligne. . . 30 c.
Réclames: la ligne. . . 50 c.
Faits divers: . . . 20 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-Rue; à Paris, chez M. HAVAS, Lesureux et Co, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, chez M. L'OFFICIER DE PUBLICATION.

présidence de sept années. Il convient d'insister sur ce point: c'est la formule du septennat solennellement confirmée. Le septennat, si nous nous rappelons les conditions dans lesquelles il fut institué, c'est la trêve des partis prolongée jusqu'à l'époque où l'on peut juger que l'épreuve de la République sera complète. C'est la réserve de tous les droits.

A notre avis les pourparlers de ces derniers jours répondent suffisamment aux critiques des adversaires du gouvernement. Ils reconnaissent que l'acte du 16-mai a été un coup d'énergie, qu'il a atteint rudement le parti républicain, qu'il paralyse sa propagande; mais ils disent: admettons que la dissolution soit votée; admettons même qu'une majorité nouvelle, majorité conservatrice soit créée par les élections; il arrivera que les partis conservateurs qui se seront unis pour la bataille se diviseront après la victoire. Orléanistes, bonapartistes, légitimistes, une fois vainqueurs, se feront la guerre entre eux; et il arrivera, comme après le 24 mai, que les divisions des conservateurs tourneront au profit de la République; chacun des trois partis monarchiques, plutôt que de laisser la place à l'un des deux autres, aimera mieux faire les affaires de la République.

Or, précisément, l'incident de ces derniers jours et les engagements qui en ont été la conséquence sont une réponse préemptoire à ces suppositions. Si les partis conservateurs s'allient pour préparer des élections conservatrices, leur alliance pourra se continuer après le succès et ne sera pas rompue par la nécessité du sacrifice de deux au profit d'un seul.

C'est donc le septennat qui s'affirme de nouveau. Tous les droits se trouvent réservés par suite de la démarche qui vient d'être faite, et qui aura pour conséquence immédiate de faire cesser tous les malentendus. Le parti légitimiste a agi dans cette circonstance avec décision, fermeté et loyauté. C'est à lui qu'on devra la fin de l'équivoque qui ne manquait pas de jeter quelque trouble dans les esprits. Les conservateurs savent maintenant sur quel terrain ils sont engagés, et ils peuvent se mettre à l'œuvre pour empêcher la France de verser dans la démagogie. ALEXANDRE WATTEAU.

Les Prisons de Paris sous la Commune.

M. Maxime Du Camp a donné, dans la Revue des Deux-Mondes, un tableau tragique des prisons de Paris sous la Commune en même temps que ce recueil toujours rose étalait le joli esprit voltairien, anticlérical et prussien de quelque rejeton de l'Université. M. Valbert fredonne la théorie et chante les semelles; M. Maxime Du Camp, racontant l'épisode capital de l'histoire de la Commune, décrit la moisson. Mais cet aperçu ne suffit pas. M. Ducamp est un autre homme que le pinson de l'Université et mérite une autre attention. L'histoire des prisons de Paris pendant la Commune c'est l'histoire des otages, c'est le tableau d'une conclusion, ou

plafond d'un abaissement. Toute cette belle philosophie voltairienne, anti-cléricale et prussienne sur laquelle le clan Buloz a dégoisât vingt ou trente ans va directement. Elle a fourni des victimes et préparé des bourreaux. Raoul Rigault, Ferré et les fédérés dont M. Maxime Du Camp fait connaître les œuvres sont eux-mêmes des résultats et des expressions. Ils sont des philosophes, et même une philosophie. Ils pouvaient lire la Revue des Deux-Mondes. Elle a certainement servi à leur former l'esprit et l'âme.

On peut dire que les écrivains de la Revue des Deux-Mondes ne le savaient pas, et que feu Buloz, qui a voulu mourir en chrétien, ne s'en doutait pas. On était encore innocent dans ce temps-là. C'était pour rire que les vieilles doctrines religieuses semblaient fourbes et que Dieu, pour employer l'expression de Buloz, manquait désormais « d'actualité. » Il voulait simplement se tailler en gâteau de Savoie. Il publiait sa Revue, il ne le lisait pas lui-même; ou ne la comprenait pas, puisqu'il était bien avec son curé. Je puis le dire, je fus témoin de sa candeur.

Il s'aima toujours les voltairiens, mais il détestait cordialement les communards. Me rencontrant à Versailles, où je me trouvais en même temps que lui, au mois de mai 1871, pendant que Raoul Rigault et ses compères faisaient à Paris leurs applications hardies de la philosophie voltairienne, il m'aborda et m'interpella d'importance sur mes théories effrontées de catholique qui avaient révolté et affolé ces pauvres gens. — Voyez où vous les avez menés! me disait-il. Auraient-ils fait cela, si vous aviez su les prendre par la douceur? Non, personne autant que vous n'a fait de mal à la religion! — Il était véhément; j'eus de la peine à le contenir. Il voulait absolument me prouver que le concile du Vatican, le Syllabus et le Pape avec qui il avait l'injustice de me confondre répondraient devant Dieu des crimes de la Commune que j'avais inspirés. C'était sérieux, il y avait à Versailles des conspirateurs qui appelaient J.-C. le communard. Je rapporte ce trait pour prouver que Buloz et la Revue des Deux-Mondes conservaient alors encore un fond d'innocence. Mais aujourd'hui, après sept ans, lorsque Raoul Rigault, Ferré et les autres ont des apologistes, une école, et sont enfin des fondateurs de secte, faire encore de la philosophie voltairienne et anticléricale, cela me paraît bien fort, bien vieux et, pour dire le mot, bien incurable.

Il me semble que Buloz même, ayant lu les épreuves de l'article de M. Maxime Du Camp, aurait refusé l'article Valbert. Car on aurait beau dire et faire toutes les dissertations possibles et imaginables, Rigault et Ferré étaient des voltairiens et ne pouvaient pas être autre chose. Comme leur ami Esquiros et quelques autres rédacteurs de la Revue des Deux-Mondes, ils professaient le culte de cet homme de génie; et c'était leur religion de dire: « Fusillez-moi ça! » Ils avaient des instincts, des habitudes, des mœurs, ils disaient des mots, ils faisaient des choses qui n'appartenaient qu'à des voltairiens formés et complets et qui ne peuvent être osés qu'en présence d'une société anticléricale formée et complète que de tels mots et de telles choses ne surprennent plus. Tous les fédérés venaient de souscrire à la statue de Voltaire. Si l'on voulait relever les listes publiées par le Siècle, on y retrouverait leurs noms.

On a reconnu qu'ils allaient trop loin et qu'ils manquaient aux convenances. Ils ont révoilé même des gens qui, s'ils ne les avaient pas appelés, les auraient laissés venir. Ils n'ont été que des goudjats féroces, fangeux et bêtes, de ceux que la potence attend et à qui elle ne peut manquer. Sans ces excès et ces débâches, en se bornant à piller, à incaroténer et même à tuer convenablement, ils auraient pu être des vainqueurs, se faire un petit magot et filer sur une terre amie. Le pouvoir du moment (c'était M. Thiers) soumis de longue date à toutes les nécessités de la politique ne manquait pas d'indulgence. Il ne demandait qu'à traiter avec eux; et plus d'un a été tué funestement en se préparant à quitter Paris avec de l'argent et un sauf-conduit de Versailles dans sa poche. Ils auraient fait souche d'honnêtes gens, en Suisse, en Angleterre, en Belgique, en Espagne, bref où ils auraient voulu. Le monde est si grand! La prudence de M. Thiers, historien paternel et fraternel de la première révolution avait arrangé tout cela, ne se croyant pas comme il le disait très bien, le droit de punir. Mais Dieu qui n'est pas en doute sur son droit ne l'a permis, et il a écrasé cette infecte canaille dans divers coins, après avoir puni par elle beaucoup de forfaits moins ostensiblement sales, mais non moins profonds que les siens. Le précis historique de M. Maxime Du Camp indique tout cela, et s'il n'a pas le temps de mettre tout au grand jour, il a du moins un style qui ne laisse rien dans l'ombre.

Le tableau des prisons sous la Commune est un chef-d'œuvre d'histoire et de philosophie. Le talent de l'écrivain est au niveau de sa conscience et de son courage. On ne saurait donner trop d'éloges à ce récit émouvant et rapide, mais ordonné, correct et vivant. C'est l'œuvre d'un honnête homme. L'intérêt en est extrême. Il provoque une émotion poignante, et, mérite suprême, l'humanité et la France n'y sont pas avilies. Dans de nombreux épisodes sobriement racontés, l'humanité apparaît au milieu de ces scènes sauvages avec toute la noblesse et toute la bonté héroïque de la nature française et de la nature chrétienne. On voit en action cette grande parole du Pape, qui disait dernièrement à quoi servent les Attila. Ils réveillent des vertus qui semblaient éteintes. C'est une vérité que Pangoles ne voit pas parmi les désastres du monde. Mais le monde la voit, la sent et guérit.

Il est bien à désirer que ce récit de M. Du Camp puisse être lu partout. Nous osons dire que la France en a besoin. Sans doute il est de nature à gêner le parti renaisant de la Commune, mais il n'est honteux que pour lui et pour ceux qui se proposent de le reconstruire. Nous voulons signaler particulièrement la page consacrée à M. le président Bonjean, qui était comme le chef des otages, et par sa constance, son dévouement et sa prudence véritablement magnanimes, fut la cause du salut de beaucoup d'entre eux. Cet homme, que sa vie politique avait laissé très vulgaire, vit être dans sa prison un magistrat des anciens jours et souffrit la captivité et la mort comme un chrétien des premiers temps. A l'époque de sa prospérité, sa passion gallicanne l'avait fait un de nos ennemis; nous avons dû le combattre. Sans désavouer nos critiques trop méritées, nous avons besoin, et c'est pour

nous un devoir de dire que son attitude, sous la tyrannie féroce de Rigault, nous presse de lui offrir nos hommages, nous avons presque dit nos prières. Il se montra l'égal de ces jésuites qu'il avait attaqués. Quel sujet de méditation pour ces gens de bien que l'enchantement du monde laisse aller à penser qu'ils ne sont plus catholiques, et pour nous autres qui sommes disposés à lesen croire. Il ne faut juger sans réserves; sous ce rapport, ni en bien ni en mal aucun homme vivant.

Nous disons un peu ceci pour M. Maxime Du Camp, qui vient de faire ce beau livre et ce bel acte. D'autres écrits nous avaient persuadé qu'il était tout à fait un homme de la Revue des Deux-Mondes, seulement plus mâle et plus solide écrivain qu'on ne l'est d'ordinaire en cet endroit; et peut-être que c'est encore vrai. Mais il y a toujours des différences glorieuses, et elles s'accroissent. Son livre sur Paris est une sorte d'enfer du Dante; il vient d'y ajouter une page merveilleuse, où le sage et l'apologiste trouveront d'admirables arguments pour la vérité. Que serait Paris, ce résumé de la civilisation humaine, si l'on n'y voyait pas partout briller les fruits et les œuvres de la croix! C'est ce que M. Du Camp a, qu'il se le propose ou non, l'occasion de montrer sans cesse. Ce qu'il montre avec une bonne foi si grande, s'il ne l'a pas vu, nous espérons qu'il le verra et qu'il s'en rendra. L'Université, la Revue des Deux-Mondes et la Commune lui rendront ce service qu'elles ont déjà rendu à tant d'autres et à nous.

LOUIS VEUILLOT.

Le Journal officiel contient, en réponse à un article du Bien public que nous avons signalé, la note suivante: « Les détails contenus dans cette correspondance sont complètement faux. » Aucune instruction ni aucune affiche relatives à la mobilisation n'ont été adressées aux chefs de gare de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, pas plus qu'aux chefs de gare des autres Compagnies de chemins de fer. « La publication de cette correspondance paraissant constituer le délit prévu par l'art. 4 de la loi du 27 juillet 1849, des poursuites vont être exercées à raison de ce fait contre le journal le Bien public.

Un banquet à Londres

Londres, 10 juin, matin. Hier soir a eu lieu à la salle Willis, sous la présidence de M. le marquis d'Harcourt, ambassadeur de France en Angleterre le neuvième grand banquet annuel au bénéfice de l'Hôpital et dispensaire français. L'assistance se composait d'environ 250 convives parmi lesquels: M. le prince Malcolm Khan, ministre persan, Garand, premier secrétaire de l'ambassadeur de France, le colonel Goodenough, marquis de la Ferronnays, vicomte de Petiteville, comte de Chaponay, Borel de Brétzel, de Salinny, Prévoit de l'ambassade française; Munnault Braquechais et Bellaguet du consulat de France; les consuls belge et péruvien, Eugène Rimmel, secrétaire honoraire, etc., etc. M. le marquis d'Harcourt a porté les toast ci-après: A la Reine. Une année troublée s'est écoulée depuis que j'ai l'honneur de proposer la santé de la Reine, dans cette même salle et devant une grande partie des personnes ici présentes; j'ai l'honneur de la proposer de nouveau.

Je suis sûr que nous avons tous pris part avec une respectueuse sympathie à l'inquiétude de la Reine pendant cette période pleine d'événements, et j'atteste notre profonde gratitude pour ses efforts et ceux de son Gouvernement en vue de préserver la paix de l'Europe. Notre sincère désir est que la santé de la Reine ne se ressente pas de tant de préoccupations et d'anxiétés, que cette auguste souveraine puisse longtemps encore présider aux destinées de l'Angleterre.

Au prince et à la princesse de Galles. Non seulement Son Altesse Royale a consenti à présider à la commission Britannique, mais elle a désiré être plus qu'un président honoraire et elle a voulu donner à l'Exposition sa coopération active et personnelle. Je suis donc sûr d'être l'interprète de tous les représentants du Commerce Français, en lui exprimant ici notre profonde gratitude.

Au Maréchal. J'ai à vous proposer la santé de M. le Maréchal de Mac-Mahon. Il y a plus de quarante ans qu'il préside aux destinées de son pays. Avec lui, la France prospère et tranquille après ses malheurs, a traversé de graves et difficiles épreuves.

Le Maréchal doit continuer à remplir la même mission jusqu'en 1880. Il sera dans l'avenir ce qu'il a été dans le passé, et nous pouvons être assurés qu'il veillera avec le même zèle aux grands intérêts qui lui sont confiés. Il continuera à donner un rare exemple de droiture, de loyauté et de fermeté à tous ceux qui, à quelque parti qu'ils appartiennent, tenteraient de troubler la tranquillité intérieure, ou exposerait la France par des inquiétudes répandues à dessein, aux chances toujours redoutables de la guerre extérieure.

Le duc d'Harcourt a terminé par un toast à l'armée et à la marine britannique et enfin, aux fondateurs de l'hôpital français.

La parole a été ensuite donnée à M. Gavard premier secrétaire de l'ambassade française à Londres, lequel a fait un chaleureux éloge des résultats obtenus par la création de l'hôpital.

Différents toasts ont ensuite été portés: au corps diplomatique, par M. Buffer; — au président de la réunion par M. Paraire, — au comité de l'hôpital français, par le Dr Kinns; — à la presse, par M. Massau.

Dans le courant de la soirée se fait entendre plusieurs artistes de talent, sous la direction du signor Tito Mattei. Madame Welden, M^{lle} de Bono, M^{lle} Noyer Bury et M^{lle} Minari Ricci ont obtenu un légitime succès par la façon magistrale avec laquelle ils ont interprété divers morceaux.

La salle était richement décorée de drapeaux de différentes nations, parmi lesquels on remarquait surtout les couleurs françaises, anglaises, belges, italiennes, et suisses, dont les nationaux ont été jusqu'à ce jour le plus largement secourus à l'hôpital français.

BULLETIN ECONOMIQUE

Les traités de Commerce

Une personne, à même d'être bien informée, adresse de Paris au nouvelliste de Rouen les réflexions suivantes, au sujet de renouvellement du traité de commerce entre la France et l'Angleterre: « Il importe de ne pas laisser se propager un bruit qui s'est répandu à la suite des dernières visites de nos ministres-otages aux ministres, bruit d'après lequel le statu quo, en ce qui concerne les traités de commerce avec l'Angleterre, serait maintenu jusqu'en 1879. » Ainsi comprise, la nouvelle serait

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 12 Juin 1877

LA PRINCESSE OGHÉROF

Aux éclats de rire de tous les assistants, il fit présenter successivement le morceau de sucre par un garde à cheval, par Nastia, par mademoiselle Pauline, par M. Milaguine, et enfin par mademoiselle Marthe, de laquelle le cheval accepta ce qu'il avait refusé des autres. On applaudit à tout rompre; M. Milaguine, de violet devenu bleu, se roulait sur un canapé. — Et maintenant, dit Oghérof de sortir d'ici, mon ami, dit Oghérof à son animal qui grattait le parquet depuis une minute avec des signes d'impatience. Marthe Pavlovna, par où voulez-vous que je sorte? Par la porte ou par la fenêtre? — Par où vous voudrez, prince, pourvu qu'il n'y ait pas de danger, répondit Marthe, qui ne riait plus. Elle n'était pas accoutumée à se voir rendre des hommages si publics; elle ignorait, disons-le pour son excuse, que la pauvre bête, dressée à ce genre d'exercice, l'avait accompli cent fois

pour l'une ou l'autre des petites actrices dont le prince faisait sa plus chère compagnie.

— Le danger? fit Oghérof, cela n'existe pas! Préférez-vous la porte? Aimez-vous mieux la fenêtre?

— La porte, certainement, dit Marthe, confuse de se voir le point de mire de toute la société qui attendait sa réponse.

— Cela n'est pas plus facile! fit observer Michel.

— N'importe! répondit Oghérof avec un geste d'insouciance. Et il sauta sur son cheval.

Marthe ne put retenir un léger cri en voyant piaffer et bondir sur le parquet ciré le bel animal excité par son cavalier. Ils passèrent tous deux par la porte à peine assez haute, traversèrent l'antichambre et arrivèrent sur le perron, accompagnés de toute la société. Oghérof arrêta sa monture au bord de la première marche.

— Attention, dit-il à son cheval en le flattant doucement, regarde bien et sois sage.

Puis, rassemblant les rênes, il fit un geste de salut à Marthe, qui le regardait inquiète.

— Souhaitez-moi bonne chance, mademoiselle, lui dit-il moitié sérieux, moitié plaisant. Vous n'allez pas sauter? s'écria la jeune fille effrayée. — C'est vous qui l'avez voulu. Tout pour les dames. Hourrah! s'écria-t-il en enlevant son cheval.

Un cri général accompagna leur mouvement. Marthe mit ses deux mains sur ses yeux. Quant elle les ôta, Alexandre Oghérof revenait déjà au petit trot et recueillait les félicitations de l'assistance.

Michel ne put échanger deux paroles avec Marthe pendant toute la soirée. La pousse d'Oghérof avait mis un peu de fièvre dans l'air; jamais on n'avait tant ri, ni si haut, sous les plafonds de la villa.

Onze heures étaient sonnées; Michel sentait que sa malle n'était pas faite, qu'il n'avait rien de prêt pour son voyage du lendemain, qu'il avait oublié d'aller chez le banquier toucher la traite de son frère et prendre de l'or; — il ne pouvait cependant pas se décider à battre en retraite sans avoir motivé son départ d'une façon plausible. Mais le moyen de parler sérieusement au milieu de cette bande de fous!

Il aurait bien voulu aussi voir partir Oghérof, qui se montrait particulièrement assidu auprès de Marthe, et qui trouvait moyen d'accaparer à tout moment son attention. Renonçant enfin à toute explication intime, il prit le parti de s'adresser à M. Milaguine.

Je suis venu m'excuser, lui dit-il, je ne pourrai pas avoir l'honneur de dîner chez vous demain.

— Mais demain, c'est la fête de Marthe! s'écria le digne homme; Oghérof a promis de tirer un feu d'artifice. — Je pars pour l'étranger, répondit le jeune homme d'une voix sérieuse;

mon frère est très-malade et me demande instamment. Je serai ici dans quinze jours.

— Votre frère est plus mal! C'est bien fâcheux, dit Milaguine soudain attristé. Y a-t-il du danger?

— Non, non, se hâta de répondre Michel, il n'y a aucun danger; mais Paul veut absolument me voir; — il a à me parler, ajouta-t-il avec quelque embarras.

— Allez, allez, mon ami! Avant de partir, faites votre paix avec ma fille; elle n'aime pas qu'on lui manque de parole.

— Si vous voulez bien le permettre, balbutia le jeune homme, enchanté de trouver ce prétexte pour parler à Marthe en particulier.

Il s'éloigna et trouva la jeune fille dans la salle à manger. Les domestiques allaient et venaient, préparant un souper improvisé.

— Marthe Pavlovna, lui dit-il, — elle le regarda en face, — croyez-moi, ce n'est pas pour mon plaisir que je pars.

— Alors vous ne voulez pas venir demain? dit-elle avec une insistance dont elle sentait vaguement l'injustice. — Je ne puis pas, je pars pour l'étranger; je vais rejoindre mon frère, qui a besoin de moi pour une affaire... et qui a une rechute, ajouta-t-il après une seconde d'hésitation. — Est-il dangereusement malade? — Non, dit Michel, cette fois avec un vague regret de ne pouvoir répondre oui.

— Eh bien, partez après-demain. — Je ne puis.

— Même si je vous en priais? fit Marthe, en avançant involontairement sa main vers le bras du jeune homme.

Elle était dans un étrange état d'esprit, elle avait envie de supplier, et en même temps elle se sentait blessée d'un refus si net, qui lui semblait si peu motivé. Michel se taisait, la regardant avec des yeux suppliants.

— Vous ne partez pas en société? reprit-elle, vous n'emprenez pas de camarade?

— Non, Marthe Pavlovna, pas de camarade.

— Eh bien, alors... — Je vous en supplie, pardonnez-moi, croyez-moi, dans quinze jours je vous expliquerai...

— Je n'ai pas le droit de demander ni d'accepter d'explications, répondit Marthe avec quelque hauteur, muez peut-être par un secret dépit d'en avoir déjà trop demandé.

— Si vous saviez... — Je sais que je vous ai prié de rester vingt-quatre heures de plus pour assister à ma fête, et que vous avez refusé sans que la santé de votre frère exigeât tant d'empressement.

— Marthe Pavlovna, s'écria presque haut le jeune homme au désespoir, pour vous plaire, je donnerais ma vie, je ferais bien d'autres promesses que ce feu d'Oghérof... mais je ne puis rester. Je vous dirai tout... Marthe s'éloignait lentement, Pauline

entra. Son regard haineux embrassa la hauteur offensée de Marthe, l'air suppliant du jeune homme; elle comprit qu'il n'était pas trop tard pour elle.

— Allez, monsieur Michel, je ferai votre paix, lui dit-elle à voix basse, je n'ai pas encore eu le temps de le raconter votre visite de l'après-midi tout s'expliquera demain.

Une idée vint au jeune homme. Il remercia Pauline en lui serrant la main, et se précipita à la poursuite de Marthe, qu'il atteignit au moment où elle allait entrer dans le salon.

Je pars à une heure, lui dit-il; demain matin, à dix heures, je serai ici pour vous féliciter.

Les yeux de Marthe rayonnèrent d'un éclat doux et subtil comme celui des étoiles, mais elle ne répondit rien.

— Au revoir, lui dit-il, en lui tendant la main.

— Elle y mit lentement la sienne en le regardant toujours.

— Marthe, lui dit-il à l'oreille, au risque d'être entendu, je reviendrai vous dire que je vous aime.

Elle retira brusquement sa main et détourna la tête. — Au revoir, monsieur Milaguine, dit Michel tout haut, je pars; Je viendrai vous présenter mes félicitations demain matin. — Fort bien, mon ami, fort bien. Je suis toujours enchanté de vous voir. Mes amitiés à votre frère s'il je vous revoyais pas. (A suivre).